



Rapport mensuel

Baromètre sécuritaire du Kivu

Octobre 2025

Crise du M23 : malgré les processus de paix en cours, les affrontements armés s'intensifient

Résumé

Au cours du mois d'octobre 2025, le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) a documenté 145 affrontements armés. Le M23/AFC a été impliqué dans 89 d'entre eux. Malgré les processus de paix engagés en vue d'une résolution pacifique de cette crise, les combats se sont intensifiés sur le terrain et la violence des autres groupes persiste. En Ituri, la Convention pour la révolution populaire (CRP) est fragilisée par les opérations militaires et les divisions internes, mais la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) a gardé constante sa capacité de nuisance. Les Forces démocratiques Alliées (ADF) se sont également attaquées à la coalition des armées ougandaises (UPDF) et congolaises (FARDC).

Les ADF (75 civils tués), suivi du M23 (31 civils tués) et de la Codeco (18 civils tués) ont été les groupes armés les plus meurtriers pour les civils au mois d'octobre. Le territoire de Rutshuru a connu le plus grand nombre d'affrontements armés (36) alors que Lubero est le territoire sur lequel le plus de civils ont été tués durant la période sous examen.

La CRP fragilisée

Durant ce mois d'octobre, les FARDC ont intensifié les offensives menées contre la CRP depuis le mois d'août, notamment contre l'un des principaux bastions de la milice à Nyamamba le 30. Lancée en mars 2025 à Kampala par Thomas Lubanga, ancien condamné de la Cour pénale internationale (CPI) pour crime de guerre¹ et dont l'élection aux législatives provinciales de 2023 avait été invalidée, la CRP a prétendu incarner une plateforme fédératrice des principaux groupes armés de l'Ituri, qui ont pourtant nié leur appartenance à ce mouvement². Après avoir orchestré plusieurs attaques sur les positions des FARDC dans la région de Iga Barrière (25 km au nord-est de la ville de Bunia), et dans la partie littorale du territoire de Djugu durant le mois de juillet, le groupe a connu des tensions internes.

Au mois d'août, alors que les FARDC initiaient les opérations contre le groupe, 54 de ses combattants ont fait défection pour se rendre auprès des forces loyalistes. En octobre, la CRP a enregistré la démission de cadres politiques et fondateurs dont Charles Bagamuzi Kakani, premier vice-président de la CRP, Tungulo Basikolo, David Ung'yertho Birwinyo, Baudouin Wendunga Ndara, et Xavier Drani Grileba.

Dans un communiqué signé à Kampala le 18 octobre, ils ont dénoncé « *une gestion autocratique, un clanisme exacerbé, un affairisme rampant et une instrumentalisation économique de conflits en Ituri* ».

¹ Human Rights Watch, CPI : Le chef rebelle congolais Thomas Lubanga est condamné à une peine de 14 ans d'emprisonnement, 10 juillet 2025, disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2012/07/10/cpi-le-chef-rebelle-congolais-thomas-lubanga-est-condamne-une-peine-de-14-ans>

² Joël Losinu, « Ituri : des groupes armés locaux réfutent leur appartenance à la rébellion dirigée par Thomas Lubanga », *7sur7.cd*, 13 mars 2025, disponible sur <https://7sur7.cd/2025/03/13/ituri-des-groupes-armes-locaux-refutent-leur-appartenance-la-rebellion-dirigee-par>

Au total, la CRP a été la cible de six offensives avec appui aérien des FARDC sur les positions de cette rébellion dans les villages de Datule, Fitchama, Loromi, Buki, Kasenyi et Nyamamba.

La capacité de nuisance de la Codeco intacte

La Codeco a été impliquée dans au moins quatre affrontements dans les villages de Liko, Dada, Mbudjona et Jiba durant le mois d'octobre. Elle a été responsable de la mort d'au moins 23 civils et de l'enlèvement d'au moins 11 autres personnes dans les territoires de Djugu (son bastion) et de Mahagi où elle a installé un nouveau commandement à la tête de leurs factions dans les chefferies de Mokambo et Djukoth.

Les Codeco ont également attaqué les FARDC au village de Liko en territoire de Djugu le 9 octobre. Lors de leur retrait, les combattants Codeco ont tué neuf agriculteurs dans leurs champs.

ADF : les massacres se poursuivent et ciblent les forces loyalistes

Au cours du mois d'octobre, le KST a documenté 19 incidents attribués aux ADFs sur les territoires de Mambasa (6), Lubero (11) et Irumu (2). Au moins 75 civils ont été tués par les ADF sur les territoires de Mambasa (2), d'Irumu (3) et Lubero (70). Alors que les ADF avaient jusque-là plutôt évité les confrontations directes avec les forces de l'alliance ougando-congolaise (UPDF/FARDC), le groupe s'est montré offensif à l'égard de ces deux forces armées et des *Wazalendo* au cours du mois d'octobre. Les ADF, affiliés à l'organisation de l'État islamique depuis 2017, ont initié deux affrontements contre la coalition FARDC-UPDF, et deux autres contre les *Wazalendo*/FARDC.

Alors qu'ils continuent à cibler les populations civiles en représailles aux offensives des opérations *Shujaa*, ou pour des besoins de réapprovisionnement³ dans les territoires de Beni, Irumu et de Lubero, les ADF ont commis moins d'exactions sur le territoire de Mambasa. Les témoignages de plusieurs survivants aux attaques et anciens captifs rapportent que le groupe s'y est concentré sur la collecte de taxes.

Durant la nuit du 22 au 23 octobre, la coalition FARDC-UPDF a effectué des tirs d'artillerie sur des bastions des ADF au nord du village Lolwa. Ces tirs ont contraint les ADF à se déplacer temporairement vers le territoire d'Irumu, au nord de la cité de Komanda, où ils ont commis des exactions contre les civils.

Lubero est le territoire le plus meurtri avec 72 morts civiles dont 70 causées par les ADF durant la période sous examen. Les ADF ont ainsi tués des civils à Rizerie (5), Itembo (3), Mukondo (19), Manguredjipa (11), Gwado (7), Mangea (3), Pethema (17) et Malewe (5).

Crise du M23 : aggravation des tensions sur le terrain, en dépit des initiatives diplomatiques

En dépit de la poursuite des processus de Washington et Doha, les affrontements se sont poursuivis et aggravés pendant la période sous revue. Alors que les M23 et les *Wazalendo* n'ont cessé de combattre, les FARDC semblaient respecter le cessez-le-feu pour leur part. En octobre, ils ont finalement combattu ouvertement avec notamment des opérations aériennes et l'utilisation des drones pour cibler les positions et infrastructures aux mains du M23 au Nord et au Sud-Kivu, dont ceux de Kalembe, Mpeti, Ihula Kibati et la mine d'or de Twangiza doublement ciblée les 15 et 23 octobre.

³ Justin Mwetaninwa, *Forces démocratiques alliées en République démocratique du Congo Une probable menace régionale*, IFRI, mai 2025, disponible sur https://www.ifri.org/sites/default/files/2025-05/ifri_mwetaminwa_fda_rdc_2025.pdf

Ces frappes aériennes sont survenues alors que, le 14 octobre, la RDC et le M23 s'étaient entendus sur un mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, dans le cadre du processus de Doha facilité par le Qatar.

Sur 145 affrontements documentés par le KST durant le mois d'octobre, 89 ont été enregistrés en lien avec la crise du M23 au Nord et Sud-Kivu. La rébellion était à l'origine de 55 affrontements et a été attaquée 34 fois. Les combattants M23 ont accru des opérations militaires dans la chefferie de Bwito (territoire de Rutshuru), contre les positions des Nyatura, du Collectif du Changement (CMC) Domi et des FDLR.

Sur les territoires de Masisi, Walikale, Kalehe et Kabare, les milices pro-gouvernementales Wazalendo ont mené des attaques contre le M23. Cela n'a toutefois pas empêché les combattants M23 de prendre possession de nouvelles localités sur les territoires de Walungu, Mwenga, Masisi, dont Nzibira, Mulamba, Kanyola, Muzinzi, Chiruka et Buabo.

Sur le territoire de Kalehe, des groupes Nyatura et Raia Mutomboki alliés aux FARDC ont intensifié les hostilités contre le M23. Ils procèdent aussi à des recrutements forcés, y compris de mineurs.

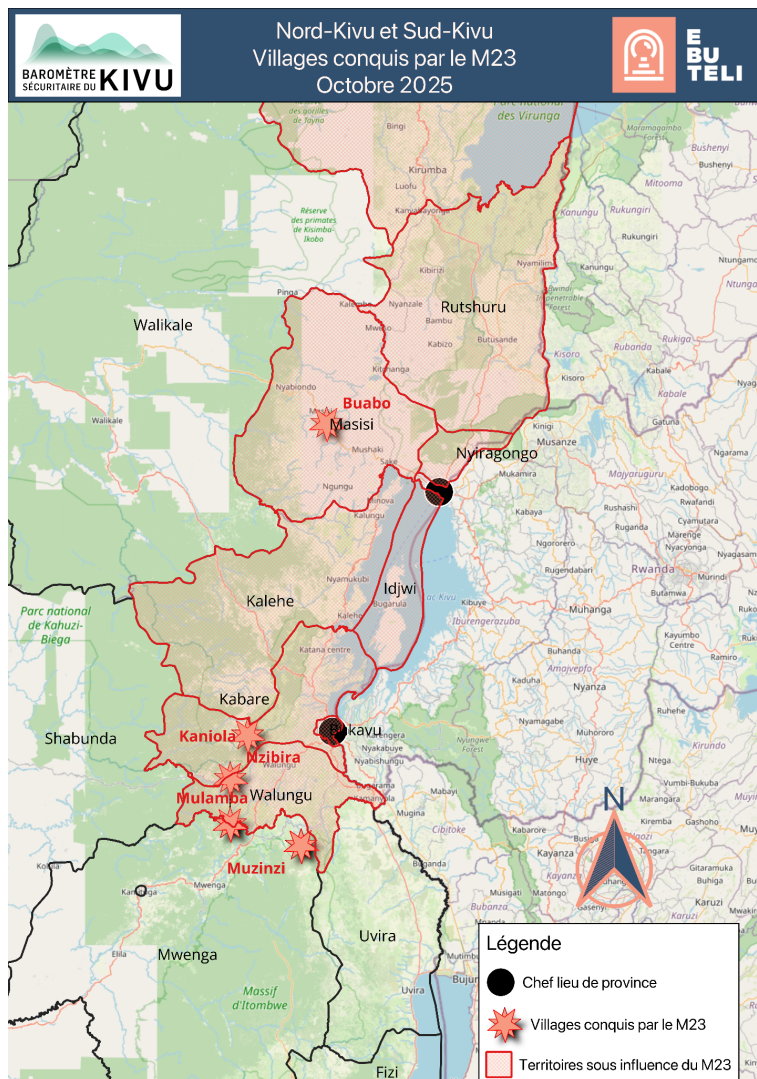
Sud-Kivu : la ville d'Uvira menacée

Vingt-neuf des 51 affrontements documentés au Sud-Kivu durant le mois d'octobre se sont concentrés sur les territoires d'Uvira et de Fizi. La ville d'Uvira demeure sous la menace d'une offensive du M23 et de ses alliés, notamment dans les hauts-plateaux d'Uvira et Fizi (Twirwaneho, Red Tabara et FNL).

Ce bloc offensif se heurte depuis le mois de mars à la résistance de la coalition des *Wazalendo* et des FARDC et la présence de l'armée burundaise dans la plaine de la Ruzizi. Les FARDC ont intensifié leurs frappes de drone ciblant les positions de la rébellion pour leur empêcher d'établir un lien opérationnel entre les hauts plateaux d'Uvira et Kaziba sur le territoire de Walungu.

Du 23 au 25 octobre, une série de confrontations a par ailleurs opposé la Coalition nationale pour la souveraineté du Congo (CNPSC) à la Force Armée Biloze Bishambuke, deux groupes *Wazalendo*, paralysant la circulation sur la Route nationale 5. À l'origine de ce conflit se trouverait la gestion de six barrières payantes, sur l'axe Misisi - Lulimba un tronçon de 12 km. Durant le mois d'octobre, les deux groupes ont été responsables d'exécutions extrajudiciaires ciblées dans les communautés perçues comme rivales. Le KST a documenté la mort d'au moins 9 civils de la communauté Bafuliru tués par la CNPSC ainsi que celle d'au moins 7 civils appartenant à la communauté Bembe tués par la FABB dans la partie littorale du territoire de Fizi.

Cette situation fait craindre une escalade des tensions intercommunautaires.



À propos

Le Baromètre sécuritaire du Kivu est un projet d'Ebuteli qui documente et cartographie les incidents de violence dans l'est du Congo depuis 2017. Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](https://twitter.com/ebuteli)

Ce rapport a été réalisé grâce au financement du Département fédéral Suisse des affaires étrangères (DFAE) et de la Bridgeway Foundation. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Ebuteli. Il ne reflète pas nécessairement les opinions de la Suisse et de la Bridgeway Foundation.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Secrétariat d'Etat SEE-DFAE
Paix et droits de l'homme

BAROMÈTRE KIVU
SÉCURITAIRE DU